



Les Nouvelles du Climat

Février 2021



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

Table des matières

Nouvelles du Centre 4C Maroc.....	3
Focus du mois	4
Le Gazoduc Nigéria-Maroc au cœur d'un entretien entre SM le Roi Mohammed VI et le président nigérian Buhari.....	4
Lancement par l'Unesco de la Décennie des océans: SAR la Princesse Lalla Hasnaa rend hommage à l'engagement personnel et actif de SM le Roi sur les questions climatiques et environnementales.....	4
Le Maroc a lancé une série d'initiatives pour poursuivre le développement des énergies renouvelables	5
Les nouvelles du climat au niveau international	7
Biden 2021 Un nouveau souffle vert sur Washington ?.....	7
Le Pentagone déclare que le changement climatique est une "question de sécurité nationale" ...	8
Green Deal, un nouvel élan - Réussir une transformation durable de l'Europe en partant du terrain ?	8
Climat : une Chine ambitieuse face à ses contradictions	9
Croissance durable en Méditerranée : les ministres s'engagent à renforcer le secteur de l'économie bleue	10
Les leçons tirées de l'accord mondial sur la pollution marine d'origine tellurique	10
Sur Terre, la masse de l'artificiel égale désormais la masse du vivant	11
Épidémies et environnement : comment sortir des crises sanitaires.....	12
Publication de l'OCDE : Renforcer les liens entre l'adaptation et l'atténuation pour un avenir à faible teneur en carbone et résilient au climat	13
Le PNUE ouvre les nominations 2021 pour le prestigieux Prix des Champions de la Terre.....	14
Les nouvelles du climat au niveau national	15
UNESCO: Le Maroc réitère son engagement en faveur de la réalisation des objectifs de la Décennie de l'Océan	15
La Banque mondiale alerte sur l'impact du changement climatique sur le Maroc.....	16
Un bulletin d'information européen souligne les efforts du Maroc en matière d'innovation propre.....	16
Dakhla abritera le 2 ^{ème} Forum mondial "AI for Climate" en décembre 2021	17
ABHBC: Les bassins orientés vers l'utilisation de l'énergie renouvelable	18
Green Deal Européen : Vers une lutte commune Maroc-UE contre le changement climatique ...	18



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

Nouvelles du Centre 4C Maroc

- Le Centre 4C Maroc a lancé le 25 janvier 2021 trois appels à candidature pour les positions suivantes :
 - Responsable du « Pôle Partenariat et coopération Sud-Sud » ;
 - Responsable du « Pôle renforcement des capacités dans le domaine des changements climatiques » ;
 - Responsable du « Pôle Support et communication ».

Il est toutefois à noter que le délai de dépôt de candidature était fixé à la date du **vendredi 19 février 2021 à 16h** (heure de Rabat/Maroc).

[Pour plus d'informations](#)

- Le Centre 4C Maroc a organisé, en partenariat avec le consortium québécois Ouranos, le 22 février 2021 un atelier virtuel qui visait à consolider le Collège Recherche, Expertise et Formation du Centre 4C dans son rôle d'**interface entre sciences et politiques**, et à accompagner sa réflexion sur ses travaux futurs, en ce qui concerne notamment l'appui scientifique aux politiques publiques de lutte contre les changements climatiques.
- Après l'achèvement de « ***l'étude de préfiguration du Fonds Bleu du Bassin du Congo*** », menée avec l'appui technique et budgétaire du Centre 4C, la Commission Climat du Bassin du Congo (CCBC) a lancé un appel à manifestation d'intérêt pour la sélection d'une Banque de Développement chargée de l'ouverture et de la gestion d'une ligne de financement « Fonds Bleu pour le Bassin du Congo ». Pour plus d'informations, cliquer sur [ce lien](#).
- Le Centre 4C Maroc, avec l'appui du Programme de Développement des Nations Unies, a lancé trois appels à consultation ces derniers mois, qui sont toujours ouvert pour soumission :
 - L'élaboration d'une note conceptuelle du projet « ***Installation de toits solaires PV raccordés au réseau de basse tension dans le secteur résidentiel au Maroc*** » ([pour plus de détails](#)) ;
 - L'élaboration d'une note conceptuelle du projet « ***Gestion intégrée des ressources en eau dans le contexte du changement climatique dans la ville de Marrakech*** » ([pour plus de détails](#)) ;
 - Et pour le recrutement d'un consultant pour ***l'analyse du projet de loi des finances 2021 par rapport au climat***, et l'animation d'une formation au profit des acteurs concernés et des ONG sur l'intégration du changement climatique dans les politiques budgétaires ([pour plus de détails](#)).



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des **Nouvelles du Climat**, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

Focus du mois

Le Gazoduc Nigéria-Maroc au cœur d'un entretien entre SM le Roi Mohammed VI et le président nigérian Buhari

Sa Majesté le Roi Mohammed VI et le président nigérian Muhammadu Buhari se sont entretenus le 21 janvier 2021 au sujet des projets en commun entre le Maroc et le Nigéria notamment le projet du Gazoduc. Voici le communiqué du Cabinet Royal diffusé à cette occasion:

"Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Que Dieu L'assiste, a eu, ce jour, un entretien téléphonique avec le Président de la République Fédérale du Nigéria, Son Excellence Monsieur Muhammadu BUHARI.

Au cours de cet entretien, les deux Chefs d'État se sont félicités de la dynamique positive que connaissent les relations bilatérales dans tous les domaines, depuis la Visite Royale au Nigéria en décembre 2016 et celle du Président BUHARI au Royaume en juin 2018.

*Sa Majesté le Roi, Que Dieu L'assiste, et le Président Muhammadu BUHARI ont marqué leur détermination commune à poursuivre et concrétiser, dans les meilleurs délais, les projets stratégiques entre les deux pays, particulièrement **le Gazoduc Nigéria-Maroc** et la création d'une usine de production d'engrais au Nigeria.*

Le Président BUHARI a remercié Sa Majesté le Roi pour l'appui solidaire du Royaume dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, notamment à travers la formation des Imams nigériens à l'Institut Mohammed VI de Formation des Imams, Mourchidines et Mourchidates".

[Pour plus d'informations](#)

Lancement par l'UNESCO de la Décennie des océans: SAR la Princesse Lalla Hasnaa rend hommage à l'engagement personnel et actif de SM le Roi sur les questions climatiques et environnementales

SAR la Princesse Lalla Hasnaa, Présidente de la Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement, a rendu hommage le mercredi 3 février 2021, devant l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (Unesco), à l'engagement personnel et actif de SM le Roi Mohammed VI sur les questions climatiques et environnementales.

Dans une allocution par visioconférence à l'occasion d'un événement de haut niveau actant le lancement de la Décennie des Nations unies pour les sciences océaniques au service du développement durable, SAR la Princesse Lalla Hasnaa s'est félicitée de «cette heureuse initiative », coordonnée par l'Unesco, et qui « reflète une prise de conscience du rôle des Océans dans notre histoire, et de leur importance pour le présent et le futur de l'Humanité ».

« Au Maroc, je suis bien placée pour témoigner de l'engagement personnel et actif de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, qui a pris l'initiative de créer la Fondation que j'ai l'honneur de présider, sur les questions climatiques et environnementales », a indiqué SAR la Princesse Lalla Hasnaa, affirmant que « grâce au Leadership du Souverain, les énergies renouvelables au Maroc constituent désormais une priorité essentielle ».

« En tant qu'hôte de la COP 22 de Marrakech, le Royaume a apporté son appui déterminant à plusieurs initiatives, telle la « Ceinture Bleue » pour la pêche et l'aquaculture durable en Afrique », a-t-elle ajouté.



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

Après avoir relevé que le potentiel des richesses marines que recèlent les océans reste encore en grande partie inconnu, SAR la Princesse Lalla Hasnaa a affirmé que les océans constituent un véritable bien public commun à l'humanité qui requiert « une exploitation durable, responsable et équitable ».

« C'est dans ce cadre que la décennie que nous lançons constitue une magnifique opportunité », a affirmé SAR la Princesse Lalla Hasnaa, soulignant que cette initiative apportera « les connaissances scientifiques de haut niveau dont nous avons besoin pour mieux protéger nos mers et l'extraordinaire biodiversité qu'elles abritent ».

« Cette décennie permettra une solidarité scientifique mondiale dont notre continent, l'Afrique, a grand besoin », a affirmé Son Altesse Royale.

« Aussi, la Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement que je préside est à la fois fière et enthousiaste de rejoindre l'alliance de la Décennie pour les Sciences océanographiques. Elle prendra très à cœur son rôle et sa responsabilité dans cette Alliance », a affirmé Son Altesse Royale.

SAR la Princesse Lalla Hasnaa a également indiqué, qu'à titre personnel, elle était honorée de parrainer cette Alliance et d'œuvrer, conjointement avec ses initiateurs, en faveur des mers et des océans.

« Le Maroc, par Mon humble voix, remercie les Nations Unies pour cette initiative, à laquelle nous contribuerons activement », a souligné SAR la Princesse Lalla Hasnaa.

« Nous porterons avec vous cette Décennie de savoir au service de nos Océans... pour le présent, et pour les générations futures », a conclu Son Altesse Royale.

[Pour plus d'informations](#)

Le Maroc a lancé une série d'initiatives pour poursuivre le développement des énergies renouvelables

Le Maroc a lancé une série d'initiatives pour poursuivre le développement des énergies renouvelables après la pandémie de la COVID-19, a affirmé le 18 janvier M. Aziz Rabbah, ministre de l'Energie, des Mines et de l'Environnement.

Intervenant lors des travaux de la 11^{ème} Assemblée de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) qui s'est tenu par visioconférence, le ministre a fait remarquer qu'il n'y a pas eu d'effets significatifs de la pandémie sur le secteur des énergies renouvelables au Maroc, indiquant que les projets programmés se sont poursuivis, qu'ils s'agissent des projets éoliens, solaires ou hydroélectriques.

Les nouveaux projets dans le domaine des énergies renouvelables incluent notamment la programmation d'une capacité supplémentaire de 3880 mégawatts issue de sources renouvelables pendant la période 2021-2024, ainsi qu'une autre capacité supplémentaire de 5400 mégawatts pour la période 2025-2030, en plus d'un programme intégré visant à soutenir l'ensemble des stations de dessalement comprenant des unités de production d'énergies renouvelables. Ces projets, poursuit M. Rabbah, comprennent aussi un programme pour approvisionner les zones industrielles nationales en énergies renouvelables en vue de favoriser un tissu industriel national sans carbone et d'assurer sa compétitivité et le flux de sa production destinée l'exportation.

Il s'agit également de mettre en place une feuille de route pour le développement de nouveaux pôles d'énergies renouvelables, en plus d'une feuille de route nationale consacrée à l'énergie hydrogène, a-t-il fait savoir, notant que des études confirment que le Maroc dispose de qualifications importantes lui permettant d'attirer environ 4% du marché international de l'énergie hydrogène.



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

Ces programmes comprennent également l'initiation d'une feuille de route pour le développement de l'énergie des courants marins, qui devrait contribuer à diversifier les sources de production d'énergie propre, la programmation d'environ 5,8 milliards de dirhams d'investissements à l'horizon 2022 pour renforcer le réseau de stockage de l'électricité issue des projets d'énergies renouvelables (pour une capacité totale de 2600 mégawatts), ainsi que la création d'un centre de recherche et de développement dans le domaine des bâtiments verts, de l'efficacité énergétique et des smart grids.

M. Rabbah a rappelé que Sa Majesté le Roi Mohammed VI avait donné ses Hautes instructions pour réviser à la hausse les ambitions du Maroc en matière des énergies renouvelables qui jouent, aujourd'hui, un rôle pivot dans le développement de l'économie mondiale.

La capacité totale des énergies renouvelables totalise actuellement 3700 mégawatts, soit une part de 35% dans le mix électrique national, tandis que sa contribution à la satisfaction de la demande en énergie électrique s'est élevée à environ 20%, ce qui a favorisé une baisse du ratio de dépendance énergétique de 97,5% en 2009 à 90,5% actuellement.

[Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

Les nouvelles du climat au niveau international

Biden 2021 Un nouveau souffle vert sur Washington ?

Nous reprenons ici quelques extraits d'un article paru dans une série publiée par Alternatives Économiques à l'occasion de l'investiture de Joe Biden :

Même si Joe Biden n'était pas, au départ, le candidat le plus en pointe sur la question climatique, il a dû se mettre au niveau de ses adversaires durant la campagne des primaires démocrates, où de nombreux candidats en ont fait leur priorité, redoublant d'inventivité pour s'attirer l'électorat progressiste, favorable à un Green New Deal. Ainsi, pour rassembler son camp pour lequel la lutte volontariste contre le changement climatique est devenue un marqueur idéologique, il a su proposer une vision à la fois systémique et porteuse de transformation.

Joe Biden se veut très audacieux, puisqu'il a promis de conduire les Etats-Unis vers la neutralité carbone en 2050, c'est-à-dire zéro émissions nettes de gaz à effet de serre, ce qui passe par une électricité totalement décarbonée en 2035. Pour y parvenir il annonce un plan d'investissement de 2 000 milliards de dollars sur quatre ans, et répète qu'il fera du climat le cœur de sa politique étrangère et de sécurité nationale.

Dans l'intervalle, avant de pouvoir conduire ses propres politiques, le président élu a commencé à procéder à des nominations qui montrent d'emblée la voie choisie. Joe Biden a choisi de confier un ensemble de postes clés à des politiques, des hauts fonctionnaires et des conseillers imprégnés de la question climatique, et susceptibles de la mettre en avant au sein de leur portefeuille. Un tel écosystème, à tous les niveaux de la future administration, démontre une volonté de cohérence des politiques publiques.

L'administration sortante aura en effet réussi à supprimer, défaire ou affaiblir plus d'une centaine de décrets et règlements en quatre ans. Ses successeurs n'entendent pas se cantonner à un éternel recommencement, tels des Sisyphe de l'action climatique, pour simplement remettre la barre à zéro. Afin d'avancer rapidement, ils ont l'intention d'intégrer le climat à l'ensemble des politiques publiques plutôt que de construire un paquet législatif dédié, à l'inverse du Green Deal de l'Union européenne.

Lutter contre le changement climatique revient à protéger les biens communs de l'humanité, une tâche qui par définition relève de la coopération internationale. Après quatre années d'une Amérique défiant le multilatéralisme, Joe Biden devra démontrer, avec humilité, le retour du leadership américain : d'abord, par l'annonce officielle du retour dans l'accord de Paris ; ensuite, en fournissant une nouvelle contribution à ce texte en définissant des objectifs de réduction d'émissions d'ici à 2030. Enfin à travers une mobilisation diplomatique tous azimuts.

[Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

Le Pentagone déclare que le changement climatique est une "question de sécurité nationale"

Le Pentagone tiendra désormais compte du changement climatique lors de sa planification stratégique et intégrera la question dans sa future stratégie de défense nationale, selon une annonce faite le 27 janvier 2021.

"Il y a peu de choses sur ce que fait le ministère de la défense pour défendre le peuple américain qui ne soient pas affectées par le changement climatique. C'est une question de sécurité nationale, et nous devons la traiter comme telle", a déclaré le secrétaire à la défense Lloyd Austin dans un communiqué.

"Le ministère prendra immédiatement les mesures politiques appropriées pour donner la priorité aux considérations relatives au changement climatique dans nos activités et nos évaluations des risques, afin d'atténuer ce facteur d'insécurité". M. Austin a annoncé ce changement après que le président Biden ait signé, au début du mois, une série de décrets visant à lutter contre la crise climatique.

Ce changement signifie que le Département de la défense va désormais "inclure les implications sécuritaires du changement climatique dans nos analyses de risques, dans le développement de nos stratégies et dans nos directives de planification", selon M. Austin.

[Pour plus d'informations](#)

Green Deal, un nouvel élan - Réussir une transformation durable de l'Europe en partant du terrain ?

L'Institut Montaigne et la Fondation Genshagen ont lancé une série de publications qui engagent une réflexion sur les enjeux économiques, sociaux et politiques liés au Green Deal dans le cadre de la crise de la COVID-19 et des plans de relance en Europe. Nous reprenons ici quelques extraits d'une entrevue avec Mme Patrizia Nanz, directrice du forum pour l'avenir franco-allemand et de Sébastien Treyer, directeur général de l'Institut du Développement Durable et des Relations Internationales :

- Même si nous percevons la crise du Covid-19 comme une menace clairement internationale qui a révélé à quel point la planète était interconnectée, les réactions ont été en revanche très nationales les premiers mois. On constate que les succès obtenus l'ont surtout été grâce à la prise en compte de la capacité des acteurs locaux et régionaux à s'organiser par eux-mêmes et à prendre des mesures spécifiques à chaque contexte.
- La prise de conscience collective de notre interdépendance à tous les niveaux a renforcé l'importance de la protection des biens communs mondiaux - y compris environnementaux - et pose de manière encore plus cruciale la question de ce que l'on va pouvoir faire pour déclencher enfin cette transition tout en répondant aux besoins des populations.
- Le changement climatique est connu depuis bien longtemps ; le problème n'est donc pas le fait de ne pas savoir. Mais jusqu'ici, notre connaissance du réchauffement climatique n'a guère eu d'effets sur les structures politiques, sociales et économiques.
- On pense souvent qu'il n'y aurait que deux possibilités : soit on fait ce qui est nécessaire pour sauvegarder la planète et on va à l'encontre de la volonté de nombreux citoyens, ou alors on suit la volonté des citoyens et on renonce aux mesures environnementales. Je pense que ceci est faux, tout comme il est faux de penser que la participation de citoyens est seulement une question de trouver un consensus.
- Je suis convaincue que le Green Deal européen ne peut réussir que si les transformations nécessaires sont initiées par le "bas" et reprises par le "haut". C'est d'ailleurs également une clé pour redonner aux régions en difficulté la possibilité d'être actives et de se développer.



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

[Pour plus d'informations](#)

Climat : une Chine ambitieuse face à ses contradictions

La Chine affiche des engagements très ambitieux en matière de climat. Cherchant à s'imposer comme le futur leader sur les énergies renouvelables, le premier consommateur de charbon au monde n'en a toutefois pas fini avec ses contradictions.

La Chine vise officiellement la neutralité carbone d'ici 2060. Soit quatre décennies pour inverser la tendance. « Je ne veux pas être trop enthousiaste mais il s'agit d'un signe très positif », affirme le climatologue Jean Jouzel, lauréat du Nobel de la paix en 2007 au titre du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), interrogé par ID4D. « L'atteinte de la neutralité carbone est une décision absolument nécessaire pour que le réchauffement se stabilise. Quand la Chine – premier émetteur mondial de CO₂ – annonce un tel objectif, il faut bien sûr s'en réjouir. »

Cet engagement – annoncé par son président Xi Jinping lors de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2020 – pourrait redonner une nouvelle dynamique à l'Accord de Paris. L'annonce chinoise, si elle était tenue, mettrait en effet l'objectif de limiter le réchauffement climatique planétaire à 1,5 °C à la portée du monde. Cette ambition répond aussi, poursuit Jean Jouzel, à « une prise de conscience du réchauffement climatique et du lien avec la pollution par toute une génération de jeunes Chinois ».

Reste à savoir comment concrètement la Chine va concilier ce défi avec l'impératif de développement qui lui impose de brûler toujours énormément d'énergies fossiles – charbon en tête (près de 60 % du bilan énergétique du pays). Même si les grandes mégapoles se sont largement converties au gaz naturel, beaucoup de réseaux domestiques et industriels des villes secondaires et des territoires ruraux restent chauffés et refroidis grâce à cet « or noir » chinois, extrait des mines des provinces du Shanxi, du Hebei et de Mongolie-Intérieure. À cela s'ajoute l'explosion du parc automobile domestique : plus de 20 millions de véhicules sont vendus chaque année contre 3 millions à la fin des années 1990. Conséquence : en 25 ans, le pays a multiplié par plus de trois ses émissions de gaz à effet de serre et émet 28 % du CO₂ mondial.

La Chine est pourtant bien décidée à montrer l'exemple en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Elle est déjà le premier investisseur mondial dans les énergies renouvelables. Quasiment absent sur le marché il y a seulement 15 ans, elle s'est ainsi muée en champion du solaire ; son parc de production est passé de 1 GW installé en 2010 à 150 GW quelque dix ans plus tard. Idem pour l'éolien dont la production s'est envolée : de 31 GW en 2010 à 185 GW en 2018. « Pékin a également énormément investi dans la recherche et le développement. Dans la province du Shanxi par exemple, principale réserve houillère de Chine, de nombreux projets R&D cherchent à transformer le charbon en hydrogène », précise Ding Yifan, directeur adjoint de l'Institut chinois sur le développement mondial, un think tank rattaché au Conseil d'État chinois. « Cette prise de conscience écologique est visible à tous les niveaux de la vie quotidienne. »

La Chine peut-elle, dès lors, se transformer en une puissance « écologiquement responsable » et en un leader climatique ? En réalité, il reste encore beaucoup à faire. Selon une étude publiée en juin dernier par l'ONG Global Energy Monitor et le Centre for Research on Energy and Clean Air (CREA), le pays a augmenté de 21 % ses projets de centrales au charbon. « Une contradiction avec ses objectifs officiels », juge Li Shuo, spécialiste climat à Greenpeace Chine. « Il n'y a tout simplement pas de solution climatique si la Chine continue à construire plus de centrales au charbon et à augmenter sa consommation. Il est dans l'intérêt économique, politique et environnemental à long terme de la Chine de réduire cette dépendance. »



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

[Pour plus d'informations](#)

Croissance durable en Méditerranée : les ministres s'engagent à renforcer le secteur de l'économie bleue

Les Ministres des 42 États membres de l'Union pour la Méditerranée (UpM) ont convenu, lors d'une e-conférence, d'intensifier leurs efforts en vue d'une économie bleue durable en Méditerranée. Ils souhaitent promouvoir la reprise des économies de la région après la crise de la COVID-19, et relever les défis environnementaux et climatiques, indique un communiqué de l'UpM.

Le communiqué précise que six ans après la première déclaration Ministérielle de l'Union pour la Méditerranée sur l'économie bleue, les Ministres ont adopté une nouvelle déclaration, s'engageant fermement à coopérer et à relever les défis communs dans les secteurs clés de l'économie bleue. La déclaration vise la promotion des politiques et des outils de transformation tels que les clusters maritimes ou l'aménagement de l'espace maritime, ainsi que de soutenir le passage global vers des technologies à faibles émissions et une économie bleue circulaire.

De nouvelles activités et projets communs seront mis en place pour faire face aux problématiques actuelles, comme l'inadéquation entre la demande et l'offre en « compétences bleues », les déchets marins, les énergies renouvelables marines et le tourisme basé sur la nature. La conférence ministérielle a pris place virtuellement, sous la coprésidence de l'Union européenne et du Royaume hachémite de Jordanie, en présence de Nasser Kamel, Secrétaire Général de l'UpM.

À cette occasion, le SG de l'UpM, Nasser Kamel, a déclaré : « Avec cette déclaration ministérielle sur l'économie bleue, nous plaçons la barre haut dans nos ambitions collectives au sein des gouvernements, de la société civile, de la recherche et du secteur privé, afin de garantir que les activités maritimes soient durables, innovantes et créatrices d'emplois pour relever les principaux défis de notre époque. Dans un même temps, nous nous attaquons à des éléments importants pour la reprise après la pandémie et pour la restructuration à long terme du secteur ».

[Pour plus d'informations](#)

Les leçons tirées de l'accord mondial sur la pollution marine d'origine tellurique

Une note d'information de l'Institut international du développement durable (IISD) examine l'impact de l'effort mondial de réduction de la pollution marine d'origine terrestre, entrepris il y a 25 ans. Cette pollution "continue d'augmenter sans relâche", mais l'auteur Delia Paul estime que l'expérience du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres (GPA) montre l'intérêt de définir les problèmes et de créer des coalitions, ainsi que de créer un espace pour l'action pratique et l'expérimentation.

La pollution d'origine terrestre comprend les eaux usées non traitées, le ruissellement agricole, les huiles et les métaux lourds provenant de l'industrie, et les sédiments entraînés par les travaux de terrassement et d'exploitation forestière. Couvrant neuf catégories au total, les sources terrestres représentent 80 % de la pollution marine. En raison de la pollution, écrit Mme Paul, "les océans ne sont plus une source illimitée de nourriture, grouillante de vie. Ils ne sont plus non plus des poubelles sans fond".

En janvier 2019, le PNUE et le GPA ont lancé un projet quinquennal visant à coordonner les actions concernant la pollution des eaux usées, la gestion des nutriments et les déchets marins, et se sont engagés dans des partenariats dans chaque domaine. Lors de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement qui s'est tenue plus tard dans l'année, les gouvernements ont convenu que les



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

activités dans chacun de ces trois domaines devraient faire partie du programme de travail régulier du PNUE.

Malgré ces efforts, les rejets de nutriments et de polluants dans les milieux marins ont augmenté, ce qui a permis d'identifier plus de 500 "zones mortes" dans les océans du monde. Mme Paul souligne quelques défis liés à la gestion des sources terrestres de pollution marine. Tout d'abord, elle s'est beaucoup appuyée sur l'autorégulation de l'industrie et l'action des consommateurs, qui n'ont ciblé qu'une seule catégorie de pollution, comme les plastiques à usage unique. Et les réponses de la gouvernance mondiale sont devenues plus spécialisées au fil du temps, comme la Convention de Stockholm axée sur les polluants organiques persistants (POP) et la Convention de Minamata axée sur le mercure.

Le GPA a toutefois réussi à susciter des changements, en aidant les pays à adopter des politiques pertinentes et en contribuant à la "définition de l'agenda" lors des négociations sur les SDG, qui comprennent désormais l'objectif 14.1 : "D'ici à 2025, prévenir et réduire sensiblement la pollution marine sous toutes ses formes, en particulier celle provenant d'activités terrestres, y compris la pollution par les débris marins et les nutriments". Le GPA a également permis d'accroître les connaissances sur les sources terrestres de pollution marine en réalisant des évaluations scientifiques et en publiant des orientations à l'intention des pays. En outre, l'accent mis par le GPA sur les partenariats a donné naissance à des coalitions d'action, dont le travail se poursuit.

[Pour plus d'informations](#)

Sur Terre, la masse de l'artificiel égale désormais la masse du vivant

Des chercheurs du Weizmann Institute of Science (Israël) ont publié, le 9 décembre 2020, une étude scientifique dans la revue Nature intitulée « La masse mondiale produite par l'homme dépasse toute la biomasse vivante ». Dès le résumé, une phrase situe clairement le propos : « Nous constatons que la Terre se trouve exactement à un point de croisement. En 2020, la masse anthropogénique, qui a récemment doublé tous les 20 ans environ, dépassera toute la biomasse vivante mondiale. » La masse de l'ensemble des objets solides inanimés fabriqués par l'homme est désormais supérieure à celle du vivant. Ce résultat résonne comme une caractérisation quantitative et symbolique de l'Anthropocène.

En regardant l'environnement proche d'une bonne partie de la planète, ce constat n'est pas si surprenant. Il y a sur Terre plus de 1 milliard de véhicules, plusieurs milliards de smartphones, ordinateurs et tablettes, des constructions et des routes absolument partout, sans parler de la masse colossale de vêtements... 7 milliards d'humains, massivement équipés, contre 3000 milliards d'arbres sans aucune possession. Peu étonnant donc, mais l'avoir chiffré scientifiquement constitue un violent signal d'alarme.

Les auteurs le soulignent : « Cette quantification à partir de sa masse, de l'entreprise humaine donne une caractérisation quantitative et symbolique de l'époque de l'Anthropocène induite par l'homme ». « Quantitative » car si la communauté scientifique ne semble pas heurtée par ce résultat, c'est un tour de force d'être parvenu à l'établir et à le rendre robuste après des années de recherche. « Symbolique » car peser la présence de l'homme sur la planète à travers ses traces, ses productions et ses déchets, a le même effet que de se peser soi-même : faire face à un chiffre précis et incontournable, sans négociation possible.

La comparaison entre ces deux masses, celle du vivant et celle de nos objets, alerte sur la domination grandissante des humains sur la planète. Mais analyser l'importance de la masse dans cette comparaison « artificiel inerte » et vivant n'est peut-être pas si simple. La masse n'est pas tout : au poids, l'ensemble de tous les virus de la COVID dans tous les corps humains de la planète, reste



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

quantité négligeable. Le SARS-CoV-2 ne se caractérise ni par sa masse, ni d'ailleurs par son énergie, les deux sont ridicules : il a pourtant des conséquences majeures. Cette étude vient néanmoins nous mettre sous le nez un basculement. Depuis des décennies, des ouvrages démontent la vision d'une planète Terre dont les ressources et les espaces infinis permettraient d'accueillir et de diluer sans dommage toutes les pollutions. L'évolution décrite par cette étude vient s'ajouter à la liste des changements majeurs induits par les bouleversements environnementaux pour révéler que nous sommes entrés dans un autre monde, celui de l'Anthropocène.

Comme le soulignent les chercheurs britanniques Jan Zalasiewicz et Mark Williams, « le scénario de science-fiction d'une planète artificielle est déjà là ».

[Pour plus d'informations](#)

Épidémies et environnement : comment sortir des crises sanitaires

L'émergence de nouveaux agents infectieux qui se traduisent par des épidémies affectant les humains, les animaux et les plantes sont en nette augmentation ces dernières décennies. Or non seulement le nombre d'épidémies ne cesse d'augmenter, mais leur globalisation apparaît comme une tendance remarquable. Les conséquences sociales et économiques très profondes des crises sanitaires engendrées par ces épidémies nécessitent de s'interroger sur les causes profondes afin d'éviter leur répétition.

L'émergence et l'extension des épidémies de toute maladie infectieuse débutent toujours avec une transmission initiale dans un contexte socio-écologique local donné. Une phase suivie par leur expansion du fait de la globalisation des transports et des échanges. Cependant, l'interdépendance du local et du global est encore peu prise en compte par les politiques publiques. Les causes de cette grande accélération des épidémies sont pourtant à rechercher dans celle de l'élevage et dans la conversion massive des surfaces forestières.

L'augmentation des épidémies de maladies zoonotiques ou vectorielles – telles les épidémies de paludisme, de leishmaniose ou encore d'Ebola – a lieu dans un contexte mondial de changement du couvert forestier depuis le début des années 1990. Ce changement est majoritairement lié à la production des protéines végétales nécessaires à l'élevage en expansion, mais aussi à l'augmentation de la production d'autres plantations commerciales (comme les palmiers à huile).

La crise de la biodiversité s'accompagne aussi d'une perte du service écosystémique de régulation de la transmission des agents infectieux. La déforestation et les pertes de biodiversité favorisent en effet la multiplication des réservoirs et des vecteurs de ces agents, dont les populations ne sont plus régulées par les prédateurs et compétiteurs. Les habitats à la diversité biologique appauvrie et simplifiée par l'intensification agricole perdent leur résilience écologique, comme leurs capacités à supporter les aléas climatiques, ainsi que leur résilience aux épidémies. Résultat, les dynamiques épidémiologiques progressent et les épidémies augmentent.

Les émergences et les épidémies sont les manifestations de dysfonctionnement des systèmes socio-écologiques. L'approche « One Health » – initialement portée par le trio OMS, FAO et OIE (Organisation mondiale de la santé animale), trop centrée sur la biosurveillance et la biosécurité – a évolué en quatuor avec l'association, le 12 novembre 2020, du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Avec l'arrivée du PNUE, la santé des écosystèmes va être pleinement reconnue comme soubassement de la santé humaine et de la santé animale. La nouvelle approche One Health-Environnement nécessitera cependant de mettre en œuvre un dialogue et des actions intersectorielles afin d'inclure toutes les politiques – agriculture, conservation de la biodiversité, développement, santé publique, santé animale, urbanisation, économie et sécurité.



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

Dans le cadre de cette approche, caractérisée par la nouvelle gouvernance santé-environnement, les frontières disciplinaires et sectorielles, ainsi que les clés de leur décloisonnement, devront être identifiées. Il s'agit de permettre le développement de politiques collaboratives, coconstruites entre communautés de citoyens, scientifiques et administrations. Une expertise plurielle devra ainsi intégrer les savoirs scientifiques et les formes de connaissances basées sur l'expérience et le vécu des populations, et pas seulement sur ceux des administrations publiques. De cette nouvelle approche liant étroitement santé et environnement dépend notre capacité à éviter les futures crises sanitaires liées aux épidémies.

[Pour plus d'informations](#)

Publication de l'OCDE : Renforcer les liens entre l'adaptation et l'atténuation pour un avenir à faible teneur en carbone et résilient au climat

Le renforcement des liens entre les politiques d'adaptation au changement climatique et d'atténuation peut améliorer l'efficacité et l'efficacités des actions en faveur d'un développement économique à faible intensité de carbone et résistant au climat. L'OCDE a récemment publié un document d'orientation qui donne une vue d'ensemble des liens entre atténuation et adaptation, en mettant en lumière les synergies qui peuvent être réalisées ainsi que les compromis qui pourraient survenir entre les deux objectifs, mais aussi entre d'autres objectifs de politique environnementale ou sociale. Le document vise à inspirer des réflexions sur la promotion des liens, en particulier dans le cadre des discussions en cours dans les pays sur la conception de mesures de relance écologiques en réponse à la pandémie de la COVID-19. Nous retenons ici quelques éléments clés :

- Bien que les mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation aient été considérées séparément dans une large mesure dans le passé, il est de plus en plus reconnu qu'il existe des synergies qui pourraient être exploitées pour parvenir à une résilience climatique plus efficace. La restauration des forêts ou des mangroves, par exemple, peut accroître la capacité de stockage du carbone, tout en réduisant l'exposition et la vulnérabilité aux risques liés aux conditions météorologiques, tels que les ondes de tempête côtières ou les glissements de terrain. L'identification de ces possibilités peut permettre de mieux comprendre, d'éviter les compromis et d'élaborer des mesures politiques et des mécanismes de financement qui se renforcent mutuellement.
- Il existe de nombreuses possibilités de mettre en œuvre des mesures climatiques qui apportent des avantages en matière d'adaptation et d'atténuation dans différents secteurs, notamment la sylviculture, l'agriculture et la gestion des terres, la gestion de l'eau et l'urbanisme. Dans la gestion des forêts, les mesures de boisement et de reboisement peuvent contribuer à accroître la séquestration du carbone dans l'atmosphère, tout en agissant simultanément pour réduire les effets néfastes des précipitations extrêmes telles que les instabilités des pentes qui entraînent des glissements de terrain ou des coulées de boue et des torrents. La gestion des sols en agriculture peut améliorer le niveau de carbone stocké dans le sol, tout en renforçant la résistance aux effets de la sécheresse. Les mesures de gestion de l'eau, telles que la restauration des zones humides, ont une importante capacité de stockage du carbone et offrent une solution fondée sur la nature pour réduire l'exposition aux risques d'inondation ou aux ondes de tempête.
- En même temps, il y a des compromis à faire non seulement entre les objectifs d'atténuation et d'adaptation, mais aussi avec d'autres objectifs environnementaux. Ces compromis découlent de la complexité et de la diversité des liens entre les différentes échelles géographiques. Ils doivent être bien compris et gérés afin de ne pas risquer de compromettre les objectifs politiques ultimes. Par exemple, si les barrages hydroélectriques contribuent à



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

atténuer le changement climatique en fournissant une source d'énergie propre, ils peuvent exacerber les conséquences de la variabilité du climat pour les communautés situées en aval des barrages. Les usines de dessalement sont une mesure d'adaptation importante pour faire face aux pénuries d'eau, mais elles pourraient accroître la demande en énergie provenant de sources de production d'énergie potentiellement intensives en gaz à effet de serre. Les outils d'aide à la décision peuvent aider les décideurs politiques et les gestionnaires de projets à identifier et de mieux gérer les compromis.

- Il est de plus en plus évident que le changement climatique est à l'origine des épidémies et de la diffusion des maladies à transmission vectorielle. De nombreux pays reconnaissent la nécessité d'investir dans des mesures de relance comme moyen de renforcer la résilience non seulement contre d'éventuels futurs foyers de maladie, mais aussi contre les facteurs de risque sous-jacents, tels que le changement climatique. Les efforts ambitieux entrepris à cet égard créent une occasion unique d'accélérer les actions en faveur du climat qui reconnaissent les liens entre adaptation et atténuation. Comprendre et sensibiliser autour des synergies entre adaptation et atténuation et les compromis est crucial pour éclairer les discussions politiques. Étant donné que les décisions prises en matière d'adaptation et d'atténuation aujourd'hui auront des conséquences durables, comprendre la manière de maximiser l'efficacité et d'éviter les blocages est d'une importance cruciale.

[Pour plus d'informations](#)

Le PNUÉ ouvre les nominations 2021 pour le prestigieux Prix des Champions de la Terre

L'Organisation des Nations unies (ONU) a lancé le 28 janvier 2021 un appel à candidatures pour son prix "Champions de la Terre", la distinction la plus prestigieuse remise par l'organisation internationale aux personnes et organisations qui protègent notre environnement et transforment les sociétés. L'appel à candidatures intervient un mois après l'avertissement du secrétaire général des Nations unies, António Guterres selon lequel l'humanité mène une guerre contre la nature avec l'effondrement de la biodiversité, la disparition des écosystèmes, la pollution de l'air et de l'eau qui tue des millions de personnes et l'aggravation du changement climatique avec des incendies et des inondations apocalyptiques. Au cours des 15 dernières années, le prix "Champions de la Terre" a mis en lumière le travail des personnes et des organisations qui ont consacré leur vie à œuvrer pour une planète plus saine, plus juste et plus durable. Les lauréats sont tout aussi bien des chefs d'État, des militants communautaires, des dirigeants d'industrie ou des scientifiques pionniers. En 2020, le nombre de désignations a été plus élevé que jamais, l'intérêt croissant reflétant le nombre en hausse de personnes qui s'engagent pour la défense de l'environnement.

[Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

Les nouvelles du climat au niveau national

UNESCO: Le Maroc réitère son engagement en faveur de la réalisation des objectifs de la Décennie de l'Océan

L'ambassadeur-délégué permanent du Maroc auprès de l'UNESCO, Son Excellence Monsieur Samir ADDAHRE, a réitéré l'engagement du Maroc en faveur de la réalisation des objectifs de la Décennie de l'Océan, destinés à "développer des solutions novatrices pour soutenir les sciences océaniques". Dans une déclaration au nom du Maroc, lors de la 53ème session du Conseil exécutif de la Commission Océanographique Intergouvernementale (COI), tenue du 1er au 9 février en ligne en raison du contexte mondial marqué par la persistance de la pandémie du COVID-19, le diplomate a souligné le "plein" soutien du Royaume au rôle de cette Commission et à sa "précieuse" contribution en matière d'amélioration de la gouvernance, de la gestion et des capacités institutionnelles de ses États membres aussi bien en ce qui concerne les ressources marines et la variabilité climatique, que son action au service de la promotion du développement durable de l'environnement marin, particulièrement dans les pays en développement.

En sa qualité de marraine de l'Alliance pour la décennie, qui vise à développer des solutions novatrices pour soutenir le rôle des sciences océaniques au service de la Décennie de l'océan et de l'Agenda 2030, SAR la princesse Lalla Hasnaa, Présidente de la Fondation Mohammed VI pour la protection de l'Environnement, a pris part à l'événement virtuel de haut niveau intitulé « A Brave New Ocean », tenu en marge des travaux du Conseil exécutif de la COI, pour célébrer le lancement de la Décennie de l'Océan, a rappelé M. Addahre.

Le diplomate marocain s'est félicité par la même occasion que la Fondation Mohammed VI pour l'Environnement, très impliquée dans la préservation des ressources océaniques, est, d'ores et déjà, membre de l'Alliance de la Décennie.

Il a tenu par ailleurs à exprimer ses vifs remerciements à la Directrice Générale de l'Unesco, Mme Audrey Azoulay, et à travers elle, le Secrétariat de la COI, pour l'Initiative de lancer une Alliance pour la décennie de l'océan dans le but inédit de développer des solutions novatrices pour soutenir le rôle des sciences océaniques au service de la décennie de l'océan et de l'agenda 2030. Il a souligné à cette occasion "la fierté" du Maroc de coparrainer, avec l'Allemagne, l'Inde et la Norvège, un projet de résolution sur le plan de mise en œuvre de la Décennie des Nations-Unies des Sciences Océaniques pour le Développement Durable (2021-2030), proposé pour adoption au Conseil exécutif de la COI.

La Commission Océanographique Intergouvernementale de l'UNESCO (COI) travaille avec ses États membres pour favoriser la coopération internationale et la coordination de programmes dans les domaines de la recherche et l'observation marine, la conservation et la protection des environnements marins, l'atténuation des risques, et le développement des capacités, afin de comprendre et d'assurer une gestion efficace des ressources des océans et des zones côtières. La Décennie des océans, qui a débuté le 1^{er} janvier 2021, est une initiative mondiale visant à approfondir les connaissances scientifiques sur la mer et à protéger la santé de l'océan. Son objectif est de soutenir la création des connaissances nécessaires pour protéger la biodiversité et le rôle central de l'océan dans la transition vers l'utilisation durable et équitable de ses ressources.

[Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

La Banque mondiale alerte sur l'impact du changement climatique sur le Maroc

Dans une étude sur le risque climatique, la Banque mondiale a dressé un tableau sombre de l'avenir du Royaume en proie au réchauffement climatique et son impact sur les secteurs clés d'activité.

Selon cette étude réalisée par les experts de l'institution mondiale, une diminution des précipitations moyennes de 10% à 20% est attendue, avec des températures plus élevées qui devraient accélérer le taux d'évapotranspiration. En effet, la température annuelle moyenne devrait augmenter de 1,5 à 3,5 °C au milieu du siècle et peut-être de plus de 5°C à sa fin. L'augmentation sera plus rapide à l'intérieur du pays. 42% du littoral sera exposé à un risque élevé d'érosion et d'inondations d'ici 2030, selon les estimations de l'étude. L'élévation du niveau de la mer représente une menace pour les zones côtières qui concentrent 60% de la population et des activités économiques du Royaume.

Les ressources en eau devraient diminuer en raison de l'augmentation des périodes arides et des conditions de sécheresse. Cette situation est expliquée, selon l'étude, par les conditions naturelles (aridité et sécheresse) mais aussi par les mauvaises pratiques de gestion de l'eau et de prise de décision. De plus, la poursuite de l'augmentation des températures est susceptible d'entraîner une réduction du manteau neigeux dans les montagnes de l'Atlas, ce qui aura un impact sur les réserves d'eau. L'évaporation augmentera également et l'humidité de surface du sol diminuera. La pénurie d'eau d'irrigation sera plus sévère pour les régions arides du Sud.

Le Maroc reste donc très vulnérable au changement climatique. L'étude a identifié les secteurs les plus touchés, à savoir : l'agriculture, l'eau, l'énergie, la pêche, les forêts et la santé. Elle évoque, entre autres, une rentabilité réduite pour l'agriculture et un impact sur les capacités de refroidissement des centrales électriques. Relevant des lacunes en matière d'information, de recherche et de gestion, la Banque mondiale appelle à :

- renforcer les capacités de surveillance environnementale pour une gestion plus efficace,
- accroître les investissements dans les stations météorologiques et étendre la surveillance hydrométéorologique nationale du pays,
- renforcer la capacité technique pour intégrer les techniques d'agriculture intelligente face au climat,
- introduire des programmes universitaires, spécialisés dans le changement climatique,
- développer des systèmes d'alerte précoce sur les phénomènes hydrométéorologiques,
- améliorer les méthodes de collecte de données pour les secteurs agricole et forestier,
- élargir le Plan Maroc Vert,
- renforcer l'adaptation des infrastructures aux intempéries et aux conditions météorologiques futures,
- développer et mettre en œuvre un système de suivi et d'évaluation de la vulnérabilité du Maroc face au changement climatique.

[Pour plus d'informations](#)

Un bulletin d'information européen souligne les efforts du Maroc en matière d'innovation propre

Le portail d'information européen "EU Political Report" a mis en exergue les réalisations du Maroc en matière d'énergies renouvelables et d'innovation propre, soulignant que le Royaume vient d'être classé 5^{ème} à l'échelle mondiale par l'indice "The Green Future Index" 2021 élaboré par le Massachusetts Institute of Technology (MIT). Cet indice établit le classement de 76 pays et territoires évoluant vers un avenir vert en réduisant leurs émissions de carbone, en développant des énergies propres, en innovant dans les secteurs verts et en préservant leur environnement.



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

Dans ce sens, EU Political Report met en relief la refonte “fondamentale” dans le secteur énergétique entamée il y a plus de dix ans par le Maroc sous l’impulsion de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, avec l’objectif de porter à 52% la part des énergies renouvelables dans la production d’électricité d’ici 2030.

“En plus de développer des secteurs éoliens et solaires puissants, le Maroc a également réussi à réduire les coûts”, relève le portail, citant Saïd Mouline, Directeur général de l’Agence marocaine pour l’efficacité énergétique (AMEE). “À moins de 0,03 dollar le kilowattheure, les énergies renouvelables sont désormais notre moyen le moins cher de produire de l’électricité”, affirme le DG de l’AMEE, ajoutant que les subventions aux combustibles fossiles ont été supprimées et remplacées par des programmes de transition énergétique.

Le portail souligne également le rôle du Maroc dans le développement des énergies renouvelables en Afrique, notant que l’AMEE a créé un centre de renforcement des capacités à Marrakech pour partager avec les pays africains l’expertise marocaine dans des domaines tels que l’électrification renouvelable et le pompage durable pour l’agriculture. Le Maroc se tourne aussi vers l’Europe et veut s’aligner sur le nouveau pacte vert de l’UE, relève EU Political Report, ajoutant qu’environ 60% des pales d’éoliennes produites dans une nouvelle usine marocaine seront destinées à l’exportation principalement vers l’Europe.

[Pour plus d’informations](#)

Dakhla abritera le 2^{ème} Forum mondial “AI for Climate” en décembre 2021

La ville de Dakhla a été choisie pour abriter la deuxième édition du Forum annuel “AI for Climate” en décembre 2021, une initiative lancée au Mexique avec pour but d’accélérer l’utilisation de l’intelligence artificielle pour protéger la biodiversité dans le monde et lutter contre les changements climatiques.

L’ambassadeur du Maroc au Mexique, Abdelfattah Lebbar, a officiellement annoncé l’organisation de cet évènement au cours d’une réunion virtuelle avec des représentants du gouvernement mexicain, ainsi que de nombreux ambassadeurs accrédités à Mexico et représentants d’organisations internationales, outre l’équipe de travail d’AI for Climate, dont son co-fondateur Christopher Cordova.

“Le Royaume soutient cette initiative innovante visant à préserver l’environnement et les ressources naturelles, et qui a été récompensée l’année dernière par le Forum de Paris sur la Paix”, a indiqué, à cette occasion, M. Lebbar, notant que le Forum verra la participation d’un nombre important d’experts internationaux dans les changements climatiques, l’intelligence artificielle (IA), la politique publique et la coopération internationale.

De son côté, le ministre mexicain du Tourisme, Miguel Torruco, a souligné que la tenue de la 2ème édition de ce Forum à Dakhla reflète la réputation dont jouit le Maroc aux niveaux régional et international, notant que le Royaume est habitué à organiser ce genre de manifestations internationales dédiées à la cause climatique.

L’édition 2021 qui se tiendra au Maroc en décembre prochain comprendra des expériences sur place et virtuelles. L’objectif est de partager les meilleures pratiques, les technologies et les connaissances sur l’utilisation de l’IA pour la protection des réserves naturelles.

[Pour plus d’informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d’entrer en contact avec nous à l’adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

ABHBC: Les bassins orientés vers l'utilisation de l'énergie renouvelable

Les grands bassins hydrauliques du Bouregreg et de la Chaouia sont orientés vers l'utilisation de l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique hydraulique, indique-t-on auprès de l'Agence du bassin hydraulique du Bouregreg et de la Chaouia (ABHBC).

L'agence entend en effet améliorer ses performances énergétiques en instaurant la culture de l'efficacité énergétique dans les différents ouvrages et procéder à l'analyse de l'opportunité d'introduction des énergies renouvelables dans leur consommation électrique. Il s'agit notamment des barrages de Sidi Mohammed Ben Abdellah (Skhirat-Témara), Tamesna, El Himer, le complexe Koudiat El Garne-Tamadrost (Settat), Mazer (Berrechid) et El Maleh (Benslimane).

Sur un autre volet, l'ABHBC se penche sur les projets de grande envergure pour la protection contre les inondations au niveau de la province de Khénifra, grâce essentiellement à la participation financière du Fonds de lutte contre les catastrophes naturelles (FLCN) pour la réalisation des projets de protection contre les inondations en 2019, dont les travaux d'exécution sont en cours avec achèvement prévu en 2022.

[Pour plus d'informations](#)

Green Deal Européen : Vers une lutte commune Maroc-UE contre le changement climatique

Les participants à un webinaire tenu le jeudi 11 février 2021, sous le thème "Green Deal Européen: Enjeux et impact sur la relance économique au Maroc", ont mis en avant la lutte conjointe du Maroc et de l'Union Européenne (UE) contre le changement climatique, ainsi que l'impact de leurs efforts communs en faveur de la transition énergétique sur leurs économies.

S'exprimant à cette occasion, l'ambassadrice de l'Union Européenne au Maroc, Claudia Wiedey, a souligné la nécessité d'une action commune en vue de mettre en place des infrastructures durables et développer les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, compte tenu des crises climatique et de biodiversité qui continuent à persister. Elle a également appelé à redoubler d'efforts en vue d'apporter des solutions à la question du changement climatique, soulignant à cet égard l'ambitieuse politique climatique et énergétique du Maroc et son grand potentiel en matière d'énergies renouvelables.

De son côté, le directeur général de l'industrie au sein du ministère de l'industrie, du commerce et de l'économie verte et numérique, Ali Seddiki, a mis en avant la centralité du Green deal et son importance pour le Maroc, compte tenu des nombreuses opportunités qu'il présente pour le développement durable à l'échelle internationale. Le Green deal et le mécanisme de taxe carbone représentent non seulement un défi, mais également une opportunité pour la production industrielle marocaine, a-t-il dit, ajoutant que le Maroc dispose de ressources en énergies renouvelables parmi les plus compétitives au monde, et représente un acteur important pour alimenter la croissance verte européenne, voire mondiale.

[Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .